

**Carole MONIOLLE, maîtresse de conférences, HRD,
Université Paris Nanterre**

mail : cmonioll@parisnanterre.fr

1 – TRAVAUX	2
1.1 - Ouvrages	2
1.2 - Articles.....	2
1.3 - Rédaction de chapitres	4
1.4 - Notes de jurisprudence et chroniques	6
1.5 - Editos, préfaces.....	8
1.6 - Expertises.....	9
1.7 - Direction d'ouvrage	9
2 – ACTIVITES EN MATIERE D'ENSEIGNEMENT	9
2.1 - Cours actuellement dispensés (rentrée 2023).....	9
2.2 - Cours anciennement dispensés	10
3 - ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE	10
3.1 - Thèse.....	10
3.2 - Habilitation à diriger des recherches.....	10
3.3 - Publication d'articles scientifiques et d'ouvrages divers	11
3.4 - Direction de thèses.....	11
3.5 - Participation à des jurys de thèse	11
3.6 - Participation à des colloques et séminaires	11
3.7 - Organisation de séminaire ou de conférences.....	13
3.8 - Coordination d'une chronique du centre de recherches sur le droit public	13
4 - ADMINISTRATION ET RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES	14
4.1 - Responsabilité au sein de l'UFR.....	14
4.2 - Responsabilité du master 2 de droit public financier	14
4.3 - Participation à des commissions de spécialiste ou comités de sélection.....	14
4.4 - Participation à des jurys de concours ou d'examen	14

1 – Travaux

1.1 - Ouvrages

- 1) *Les pensions de retraite des fonctionnaires*, avec Francis Kessler, Ecole nationale de la santé publique (ENSP), 2000, 205 pages.
- 2) *Gestion des ressources humaines en 60 fiches*, Ellipses 2016, 312 pages.
- 3) *Les finances publiques*, avec Sébastien Kott et Anne-Claire Dufour, Ellipses, troisième édition 2019 (626 pages), rédaction de la partie sur les finances locales (156 pages). Dans les deux premières éditions (2007, 384 pages et 2010 416 pages), rédaction des parties sur les finances locales et les finances sociales, **A venir 4^{ème} édition sept. 2023**
- 4) *Gestion des ressources humaines, en 25 leçons*, Ellipses, 2^{ème} édition, janvier 2021, 395 pages. La première édition comportait 16 leçons et portait sur la fonction publique et le droit du travail (Ellipses 2011, 253 pages)

1.2 - Articles

Avant 2010

- 5) « Le non titulariat dans la fonction publique de l'Etat, un phénomène inéluctable », *AJFP*, 1998, n°2, p. 45-48.
- 6) « Le non titulariat dans la fonction publique de l'Etat, un phénomène contrôlé ? » *AJFP*, 1998, n°3, p. 49-53.
- 7) « Les centres de responsabilité : bilan et perspective » *Revue du Trésor*, 1999, n°7, p. 432-440.
- 8) « Responsabilité et réparation des victimes contaminées par le virus du SIDA lors de transfusions sanguines » *Revue de droit sanitaire et social*, 1999, n°1, p. 91-112.
- 9) « Indépendance et liberté d'expression des enseignants-chercheurs » *AJDA*, 2001, p. 226-240.
- 10) « L'intéressement des agents publics aux produits de leurs recherches », (commentaire des décrets n°2001-140 et 141 du 13 février 2001) *AJFP*, 2001, n°5, p.29-30.
- 11) « Faut-il conserver la règle du forfait de pension en cas d'accident de service ? », *AJDA*, 2002, p. 956-960.
- 12) « L'avenir des retraites des fonctionnaires », avec Francis Kessler, *Semaine Juridique*, G, 2003, I, n°123.
- 13) « Le point sur la réforme des retraites de la fonction publique » (commentaire de la loi n°2003-775 du 21 août 2003), *AJFP*, 2005, p.308-314.
- 14) «Le parcours d'accès aux carrières de la fonction publique (PACTE) », (commentaire du décret n°2008-1191 du 17 novembre 2008), *AJDA*, 2006, p. 648-651.

CV Carole MONIOLLE (6 août 2023)

15) «Les apports essentiels de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances en matière de dépenses de personnel », *AJDA*, 2006, p.2040-2045.

16) « La réforme des instances consultatives en matière de protection sociale des fonctionnaires » (commentaire du décret n°2008-1191 du 17 novembre 2008), *Semaine Juridique*, 2008, Edition Administrations et collectivités territoriales, I n°1059.

17) Eléments historiques relatifs aux congés de maladie dans la fonction publique d'Etat, *AJDA*, 2008, p.1988-1996.

18) « Les actes méritants et la protection sociale des fonctionnaires », *Revue administrative*, 2009, n°372, p.567- 578.

2010 -2015

19) « Droit de la fonction publique et gestion des ressources humaines : entre complémentarité et opposition », *AJFP*, 2010, p. 290-296.

20) « La notion d'imputabilité au service dans les pensions publiques dans les régimes de 1853 à 1948 », *Revue administrative*, 2010, n°376, p.417-426.

21) Le rapport du Conseil des prélèvements obligatoires : la fiscalité locale, *Gestion & Finances publiques*, 2010, n°10 p.706-708.

21) « La subordination en droit de la fonction publique », *AJDA*, 2010, p.1629-1634.

22) « Le protocole d'accord sur les agents non titulaires », *AJFP*, 2011, p. 242-244.

23) « L'action financière de l'Etat par l'affectation d'une ressource à l'organisme soutenu », *Droit administratif* novembre 2011, n°21, p.19-24.

24) « L'effet attractif du fonctionariat sur la situation des agents non titulaires » , *AJDA*, 2011, p.2395-2398.

25) « Rémunération et performance dans la fonction publique », *Gestion & Finances publiques*, 2012, n°5 p.30-33.

26) « L'avenir des agents non titulaires de droit public » - Actes du colloque de Nanterre Droits du travail & des fonctions publiques : Unité(s) du Droit ?, *L'Epitoge & Lextenso*, 2012, p193-203.

27) « La fonctionnarisation des agents non titulaires ? », *ENA hors les murs* nov. 2013 (les défis de la fonction publique), p20-21

28) « L'évolution de la distinction hommes et femmes en droit de la fonction publique » *AJFP*, 2013 p.19-24.

29) « Les mutations des corps de la fonction publique d'Etat », *AJDA*, 2013, p.328-334.

30) « Évolution des modes de rémunérations dans la fonction publique d'État : vers une nouvelle cohérence ? », *Revue de l'IRES* n°80 2014/1 p.3-26.

31) « Le principe de carrière revisité ? Le rôle du corps dans la construction de la carrière, » actes du colloque de Besançon « Les trente ans du titre premier du statut général des fonctionnaires : et après ? » ; *Dalloz*, 2014, Collection, Thèmes et commentaires, série Actes p.99-118.

32) «La représentativité des sexes dans les jurys de concours de la fonction publique », avec la collaboration de Solène Ducci (sur les éléments statistiques), in *La loi et le genre, études critiques de droit français*, CNRS, 2014, p.561-582.

CV Carole MONIOLLE (6 août 2023)

33) « Existe-t-il des motifs rationnels de ne pas interdire le pantouflage ? », Actes du colloque de Poitiers « Administration et politique, le modèle français de séparation est-il obsolète ? », *La séparation entre administration et politique en droits français et étrangers*, Editions Berger Levrault 2014, p.240-260.

34) « Un renforcement des droits et de la logique statutaire des contractuels de l'Etat », *AJDA*, 2015, p.339-344.

35) « Quel impact du SMIC dans la fonction publique? ». Actes du Colloque « regards pluridisciplinaires sur le SMIC et le pouvoir d'achat des salariés en France », Force Ouvrière, Paris 2015, p.57-60.

2016-2020

36) « Les personnels des administrations parisiennes, fonctionnaires territoriaux régis par des statuts particuliers dérogatoires ? », *AJFP*, 2016, p.315-320.

37) « L'exemplarité des employeurs publics » (commentaire du titre III de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires), *AJDA*, 2016, p.1444-1449.

38) « La liberté d'association dans l'armée », Actes du colloque d'Avignon « Liberté et droits syndicaux des agents publics », *Droit social* 2017, p.509-517.

39) « Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), L'interrogation du modèle », *AJDA* 2017, p.390-395.

40) « L'évolution de la représentation des personnels dans les conseils supérieurs de la fonction publique : de la diversité à l'unité », *AJDA* 2018, p.1709-1717.

41) « L'évolution du statut des magistrats judiciaires », *RFDA*, 2018 p.433-440

42) « L'évolution du statut des contractuels », *Droit social*, 2019, p.1000-1007.

43) « La représentativité des organisations syndicales dans la fonction publique au sein des comités techniques avant la réforme de 2010 », *Liber amicorum en hommage à Pierre Rodière, Droit social international et européen en mouvement*, LGDJ, 2019, p.311-324.

44) « Les accords collectifs dans la fonction publique », *Informations administratives et juridiques*, juin 2020, p.2-10.

2021-2023

45) « L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes à l'aune de la loi de transformation de la fonction publique : entre continuité et perplexité », *RDP* 2021, p.101-110.

46) « L'emploi public interrogé », *AJDA* 2022, 621-627.

47) Le titre I du SGFP (1983-2022) au prisme de l'unité de la fonction publique, *AJFP*, 2023, 372-375.

1.3 - Rédaction de chapitres

Dans l'encyclopédie collectivités locales Dalloz (les institutions de la fonction publique territoriale)

CV Carole MONIOLLE (6 août 2023)

48) « Les compétences des autorités locales », n°10.150-1, 25 pages ; première contribution en 2006, Dernière mise à jour 2022.

49) « Les organes consultatifs », n°10.130-1, 2012, 60 pages ; première contribution en 2007, dernière mise à jour 2018.

L'actualisation de ce fascicule se fait à l'avenir sous forme de petits feuillets. Le premier de la série portera sur le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (à paraître en 2023).

50) « Agents publics territoriaux : santé et sécurité au travail », n°10.230, 43 pages, 2019

51) « La carrière », n°10.330, 82 pages, première contribution en 2014, dernière mise à jour 2017. Refonte 2020-2021 sous forme de six fascicules (V. 51 à 56).

Ce fascicule a été repris dans un ouvrage regroupant plusieurs fascicules de l'encyclopédie : *Carrière et rémunérations des personnels territoriaux*, Stéphane Guérard et Carole Moniolle, Dalloz corpus, 2018, 328 pages.

52) Encyclopédie collectivités locales, Editions Dalloz, Personnels des collectivités territoriales, Fonctionnaires territoriaux, « Carrière et évaluation », n°10.330, 2020, 41 pages.

53) Encyclopédie collectivités locales, Editions Dalloz, Personnels des collectivités territoriales, Fonctionnaires territoriaux, « Mobilité et incidents de carrière », n°10.332, 2020, 43 pages.

54) Encyclopédie collectivités locales, Editions Dalloz, Personnels des collectivités territoriales, Fonctionnaires territoriaux, « Positions statutaires », n°10.334, 2020, 48 pages.

55) Encyclopédie collectivités locales, Editions Dalloz, Personnels des collectivités territoriales, Fonctionnaires territoriaux, « Temps de travail », n°10.336, 2021, 43 pages.

56) Encyclopédie collectivités locales, Editions Dalloz, Personnels des collectivités territoriales, Fonctionnaires territoriaux, « Les congés de maladie », n°10.3340, 2021. 47 pages

57) Encyclopédie collectivités locales, Editions Dalloz, Personnels des collectivités territoriales, Fonctionnaires territoriaux, « Les autres congés », n°10338, 2021, 56 pages.

Dans l'encyclopédie responsabilité de la puissance publique Dalloz

58) « Enrichissement sans cause », 10 pages ; première contribution en 2002, dernière mise à jour en 2013.

59) « Les actions en garantie » (actions récursoires et subrogatoires), 17 pages ; première contribution en 2003, dernière mise à jour en 2014.

Rédaction de chapitres dans le répertoire Jurisclasseur fonctions publiques

60) « La filière technique », n°470, 29 pages ; première contribution en 2003, **dernière mise à jour 2023**

61) « Les agents contractuels :recrutement et cessation de fonctions », fascicule n°866, 56 pages. Première contribution en 2004. Dernière mise à jour 2021.

62) « Les agents contractuels : conditions et intégration », Fascicule n°868, 27 pages, première contribution en 2004, dernière mise à jour 2021.

1.4 - Notes de jurisprudence et chroniques

Notes de jurisprudence

- 63) Note sous CE, 19 mars 1997, Syndicat indépendant des conducteurs et contrôleurs des TPE de l'Etat (importance et validité des protocoles d'accord dans la fonction publique), *Revue Française de Droit Administratif*, 1999, p. 221-226.
- 64) Note sous CE, 13 juin 1997, Syndicat national des techniciens de l'équipement (appréciation de la représentativité des organisations syndicales pour la désignation des représentants du personnel au comité technique paritaire), *Droit administratif* 1998, n°21, p. 23.
- 65) Note sous CE, 22 sept. 1997, M. Guillot-Coli (caractère suspensif de la contestation de l'avis du comité médical), *Droit administratif*, 1998, n°97, p. 22.
- 66) Note sous TC 29 sept. 1997, Préfet de l'Isère (appréciation des critères servant à la reconnaissance de la qualité d'agent public dans le cadre de la mise à disposition), *Gazette du palais*, 6/08/1998, p. 42-44.
- 67) Note sous CE, 5 déc. 1997, Union régionale des Pays de Loire et CE, 8/04/1998 OGECE ...de Rodat (la notion d'égalisation des situations des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et le régime de la prévoyance), *Semaine Juridique*, G, 1998, II, n° 10.099.
- 68) Note sous CE, 2 fév. 1998, M. Kervadec (théorie de l'abandon de poste), *Droit administratif*, 1998, n°244, p. 15.
- 69) Note sous CAA Nantes, 5 fév. 1998, Mme Guillaume (la notion de réforme statutaire au sens de l'article L.16 du code des pensions civiles et militaires), *AJFP*, 1998, n°6, p. 19-22.
- 70) Note sous CE, 18 fév. 1998, M. Drago (non application des majorations de traitement à l'indemnité versée dans le cadre de la cessation progressive d'activité), *AJFP*, 1998, n°5, p. 20-21.
- 71) Note sous CE, Ass. Avis 20 fév. 1998, ESCA et autres (responsabilité du fait des attroupements), *Semaine Juridique*, G, 1998, II, n° 10.062.
- 72) Note sous CE, 3 juill. 1998, Syndicat national CFDT de l'Environnement et autres (notion de décret en Conseil d'Etat), *Les Petites Affiches* du 12 janvier 1999, n°8, p. 19-22.
- 73) Note sous CE, 27 mai 1998, M. Clément (appréciation de la règle non bis in idem), *AJFP*, 1999, n°2, p. 46-47.
- 74) Note sous CE, 18 nov. 1998, Région Ile-de-France (aides accordées par les collectivités locales aux établissements d'enseignement privés), *Gazette du Palais*, 2000, 17/18 novembre 2000, p. 26-31.
- 75) Note sous CE, 11 déc. 1998, M. Casagranda (théorie de l'abandon de poste), *AJFP*, 1999, n°4, p. 53-54.
- 76) Note sous CE, 15 fév. 1999, Centre hospitalier de Cannes (avis rendu par la commission de recours du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière), *Droit administratif*, 1999, n°107, p. 23-24.
- 77) Note sous CE, 20 oct. 1999, M. Bailleul (impartialité des jurys de concours), *Droit administratif*, 2000, n°13, p. 17-18.
- 78) Note sous CE, 9 fév. 2000, M. Bitauld (respect de la procédure disciplinaire), *Droit administratif*, 2000, n°63, p. 24.

CV Carole MONIOLLE (6 août 2023)

79) Note sous CE, 23 fév. 2000, M. L'Hermite (publicité des audiences devant les juridictions disciplinaires), *Semaine Juridique*, 2000, G, II, 10.371.

80) Note sous CE, 27 sept. 2000, M. Rocca (avancement des représentants syndicaux), *Droit administratif*, 2001, n°1, p. 24-25.

81) Note sous CE, 27 sept. 2000, M. Fabre (composition des commissions d'avancement), *AJFP*, 2001, n°3, p. 21-22.

82) Note sous CE, 22 mars 2000, M. Menard (attribution de la prime d'encadrement doctoral), *AJFP*, 2000, n°5, p.9-10.

83) Note sous CE, 21 mars 2001, Mme. C, (obligation de dignité d'un magistrat), *Droit administratif*, 2001, n°6, p. 24-25.

84) Note sous CE, 11 juill. 2001, Syndicat départemental CFDT de la direction départementale de l'équipement (modulation des primes géographiques et principe d'égalité), *AJFP*, 2001, n°6, p. 27-28.

85) Note sous CJCE 29 nov. 2001, M. Griesmar, (égalité des sexes en matière de pension et droit communautaire), *Semaine Juridique*, 2002, G, II, n°10.102.

86) Note sous CE, 30 nov. 2001, M. Diop, (principe d'égalité de traitement en matière de pension, convention européenne des droits de l'homme), *AJFP*, 2002, n°5, p. 9-10.

87) Note sous CJCE 13 déc. 2001, M. Mouflin, (principe d'égalité de traitement en matière de pension et droit communautaire), *Droit administratif*, 2002, n°54, p. 27-28.

88) Note sous TC 4 mars 2002, AGF c/ UAP (droit de la responsabilité, action directe), *Droit administratif*, 2002, n°116, p. 33-35.

89) Note sous CE, 13 mars 2002, M. Courbage (prise en compte des services effectués en Belgique pour le reclassement dans un corps), *AJFP*, 2002, n°5, p. 9-10.

90) Note sous CE, 12 avr. 2002, M. Papon (droit de la responsabilité, actions récursoires), *Semaine Juridique*, 2002, G, II, n°10.161.

91) Note sous CE, 12 juill. 2002, Fédération CFDT Interco (droit à la participation en matière de sécurité des travailleurs), *AJFP*, 2002, n°6, p. 12-15.

92) Note sous CE, 13 janv. 2003, Centre communal d'actions sociale de Puyravault (compétence en matière de décision relative à l'indemnisation du chômage), *AJDA*, 2003, p. 1165-1667.

93) Note sous CE, 29 janv. 2003, M. Beraudo et CE, 29 janv. 2003, M. Lucet, (compatibilité du délai de révision des pensions avec la jurisprudence communautaire), *AJDA*, 2003, p. 1062-1065.

94) Note sous CE, 20 juin 2003, M. S (sanctions disciplinaires à l'égard d'un magistrat), *AJFP*, 2004, n°1, p. 36-38.

95) Note sous CE, 4 juill. 2003, Mme Moya-Caville (responsabilité et forfait de pension), *Semaine Juridique*, 2003, G, II, n°10.168.

96) Note sous CE, 9 déc. 2003, M. Aiguillon (référé liberté et réquisition des personnels à l'occasion d'un mouvement de grève), *AJFP*, 2004, n°3, p.148-150.

97) Note sous CE, 30 déc. 2003, Ministère de l'éducation nationale (mutation dans l'intérêt du service), *AJFP*, 2004, p.192-194.

CV Carole MONIOLLE (6 août 2023)

98) Note sous CE, 3 déc. 2004, M. Quinio (qualification d'accident de service), *Semaine Juridique*, 2005, G, 2005, II, n°10.027.

99) Note sous CE, 17 déc. 2004, M. Barrucq (protection fonctionnelle), *AJFP*, 2005, p.203-205.

100) Note sous CE, 1^{er} avr. 2005, Syndicat national des affaires culturelles (qualification d'agent public dans un GIP), *Semaine Juridique*, 2005, G, n°10.112.

101) Note sous CE, 10 fév. 2006, Mme Camus (qualification d'accident de trajet), *Semaine Juridique*, 2006, G, 2006, II, n°10.139.

102) Note sous CE, 24 fév. 2006, Commune de Lapradelle Puilaurens (comité médical supérieur), *AJFP*, 2006, p.212-213.

103) Note sous CE, 10 juill. 2006, La poste, (exigence de publicité des emplois vacants), *Semaine Juridique*, 2006, G, n°10.193.

104) Note sous CE, 19 mars 2008, Garde des Sceaux, ministre de la justice (validation des services de non titulaires pour la retraite), *Semaine Juridique*, 2008, G, II, n°10.128.

105) Note sous CE, 6 juin 2008, Union générale des syndicats pénitentiaires CGT (notion de maladie évolutive) *Semaine Juridique*, 2008, A, II, n°2196.

106) Note sous CE, 26 fév. 2014, M. B, (annulation de la décision de cessation des fonctions d'un recteur), *Semaine Juridique*, 2014, G, n°361, p.547-550.

107) Note sous CE 6 janv. 2023, Fédération générale des fonctionnaires Force ouvrière, La carrière des catégories C aux prises avec le traitement minimum, *AJFP* 2023, p.239-243.

Au titre de la Chronique de « droit administratif et droit public financier »

108) « L'introduction de la dégressivité des rémunérations des fonctionnaires territoriaux pris en charge », *Droit administratif*, octobre 2016, p.23-24.

109) « Les « dessous financiers » de la garantie individuelle du pouvoir d'achat », *Droit administratif*, septembre 2014, p.20-21.

110) « Le principe de parité, un principe traversé par des logiques financières », *Droit administratif*, mars 2013, p.29-30.

111) « La monétarisation du compte épargne temps et les logiques financières », *Droit administratif*, juin 2011, p.26.

112) « Les conventions financières entre employeurs de la fonction publique relatives à leurs personnels » *Droit administratif*, juin 2010, p.22.

1.5 - Editos, préfaces

113) Préface du Recueil de jurisprudence administrative applicable aux agents territoriaux, 2011 décisions de l'année 2010. CIG petite Couronne, Edition La documentation française. Sept. 2011.

CV Carole MONIOLLE (6 août 2023)

114) Edito :« Vers une nouvelle architecture des rémunérations dans la fonction publique? », AJFP 2013 p. 189.

115) préface de l'ouvrage de Jacques Laffore, droit syndical dans la fonction publique hospitalière, 2021, Infodium éditeur

116) Edito :« Les minima de pension ne doivent pas devenir horizon post-professionnel des travailleurs(ses) », AJFP mai 2023, p.245

1.6 - Expertises

La mobilité des fonctionnaires en Europe ; 2002, Association Coopération Sociale européenne (CSE). 2002, 150 pages. Participation au projet au titre de l'analyse du système français sur le droit de la fonction publique et sur les régimes de retraite dans la fonction publique

Les rémunérations dans la fonction publique d'Etat, vers une nouvelle cohérence ? 2012, convention Ires (Institut de recherches économiques et sociales), 159 pages.

En ligne sur le site de l'IRES : [Les rémunérations dans la fonction publique d'Etat : vers une nouvelle cohérence ? - IRES](#)

Compte-rendu de Marie-Christine de Montecler, AJDA 2017, p.829

1.7 - Direction d'ouvrage

Direction d'un ouvrage portant sur les contractuels de la fonction publique (Editions WEKA) depuis 2002

2 – Activités en matière d'enseignement

2.1 - Cours actuellement dispensés (rentrée 2023)

Ces cours sont tous rattachés à des formations de l'université Paris Nanterre

Cours magistraux de licence :

- Droit de la fonction publique (Licence administration publique, IPAG Nanterre) : depuis 2020

Cours et séminaires de master :

- Droit budgétaire – partie finances sociales (Master 1 de droit public) depuis la rentrée 2020

- Gestion des ressources humaines (Master 1 administration publique, IPAG Nanterre) : depuis 2009

- Gestion du personnel et de l'emploi public (Master 2 droit public financier) depuis 2014

- Gestion financière des collectivités publiques (Master 2 droit public financier) depuis 2019

Travaux dirigés et ateliers :

- Droit budgétaire (Master 1 de droit public) depuis la rentrée 2020

- Conférences de méthode : (Master 1 droit public financier) depuis 2020

- Séminaire de finances publiques sous forme d'atelier (Master 2 administration publique, IPAG Nanterre) depuis 2020

- Séminaire d'actualité du droit public financier (Master 2 droit public financier) depuis 2021

CV Carole MONIOLLE (6 août 2023)

2.2 - Cours anciennement dispensés

Université de Paris Nanterre

Cours magistraux de licence :

- Finances publiques (Licence 2) de 2003 à 2021
- Droit fiscal (Licence 3) de 2010 à 2021 , cours auquel sont attachés 15 groupes de TD dont j'assurais également la gestion et la coordination du travail : recrutement des vacataires, préparation de documents de travail pour les séances
- Droit institutionnel et matériel de l'Union européenne (Licence 2) de 2010 à 2013
- Problématiques financières sociales (L3 administration publique, IPAG Nanterre) : de 2009 à 2015

Cours et séminaire de master 2 :

- Droit administratif (Master 2 en sociologie) de 2005 à 2009
- Contentieux fiscal (Master 2 droit public financier) de 2014 à 2018
- Droit de la fonction publique (master 2 action publique, action sociale APAS, en sociologie) de 2006 à 2015

Travaux dirigés :

- Droit administratif (Licence 2) de 2003 à 2011
- Droit fiscal (Licence 3) de 2006 à 2009
- Droit de la fonction publique (Licence 3) de 2003 à 2004

– Université de technologie Compiègne (de 1999 à 2003)

Cours magistraux et travaux dirigés :

- Introduction au droit
- Droit de la propriété industrielle

3 - Activités en matière de recherche

3.1 - Thèse

Les agents non titulaires de la fonction publique de l'Etat, entre précarité et pérennité, Université de PARIS-I, soutenue en 1997, à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, publié en 1999 à la Librairie Générale de Jurisprudence (LGDJ), Bibliothèque de droit public, Tome 208, 303 pages.

3.2 - Habilitation à diriger des recherches

- **Habilitation à diriger des recherches** à l'université Paris Nanterre, Président M. le Pr. A. Legrand (Nanterre), [Jury : les Professeurs J. Chevallier (Paris 2), J-Cl. Fortier (Dijon), A. Legrand (Nanterre), C. Ribot (Montpellier), L. Tallineau (Nanterre) (2005)] : Recherches sur

CV Carole MONIOLLE (6 août 2023)

la fonction publique, les finances publiques et la responsabilité : approches autonomes et combinatoires

3.3 - Publication d'articles scientifiques et d'ouvrages divers

(cf. ci-dessus, § 1).

3.4 - Direction de thèses

Mme Moreel : « La souffrance au travail dans la fonction publique : de la prévention aux contentieux », (depuis 2018) ;

M. Odi : « Les impôts fonciers directs et locaux en France » (inscription nov. 2020).

3.5 - Participation à des jurys de thèse

Thèse de M. Scaillerez « Les processus de recrutement au sein de la fonction publique territoriale : pratiques, enjeux et perspectives » (soutenance le 6 déc. 2010, Université de Lille I, M. Louart, dir.).

Thèse de M. Ndinga, « Le contrôle du juge financier sur les marchés publics locaux » (soutenance le 20 nov. 2017, Université Paris Nanterre, Mme. Folliot Lalliot, dir.).

Thèse de M. Beslier, « Sécurité juridique et fiscalité de la recherche, Contribution à l'étude de la sécurité juridique en droit fiscal français : l'exemple de la fiscalité de la recherche » (soutenance le 24 nov. 2017, Université Paris Nanterre, M. Conan, dir.).

Thèse de Mme. Condurache, « Les défis de la fonction publique en Roumanie : entre tradition et modernisation étude comparée à partir de l'exemple français » (soutenance le 9 fév. 2018, Université Lille, M. Guérard, dir.).

Thèse de M. Bekpoli, « L'approche statutaire dans la fonction publique : approche comparée de la notion de statut général en France et au Togo » (soutenance le 16 oct. 2020, Université Poitiers, M Aubin, dir.).

3.6 - Participation à des colloques et séminaires

- Conférence sur le régime des pensions de retraites des fonctionnaires de l'Etat, Observatoire des retraites (1999).

- Conférence sur « La subordination en droit de la fonction publique », Séminaire de l'école doctorale EOS ; Intermittences & Salariat. Université de Paris-Ouest la Défense, 13 avril 2010, sous la direction des prof. P. Cingolani & B. Friot.

- Communication sur « L'avenir des agents non titulaires », au Colloque « droits du travail et des fonctions publiques : Unité (s) du droit ». Université de Paris-Ouest la Défense, 30 sept. 2010 & 1^{er} oct. 2010.

- Communication sur « Existe-t-il des motifs rationnels de ne pas interdire le pantouflage », Colloque « Administration et politique, le modèle français de séparation est-il obsolète ? », Université de Poitiers, 13 avril 2012.

CV Carole MONIOLLE (6 août 2023)

- Communication sur « Le principe de carrière revisité ? Le rôle du corps dans la construction de la carrière » Colloque « Les trente ans du titre premier du statut général des fonctionnaires : et après ? », Université de Besançon, 12 et 13 juillet 2013.
- Communication sur « Genrer les concours de la fonction publique », Colloque « Le droit français au prisme du genre », Paris, 7 et 8 novembre 2013, Groupe de recherche : Recherche & Etudes sur le Genre et les Inégalités dans les Normes en Europe (REGINE).
- Communication sur « Les personnels des administrations parisiennes, fonctionnaires territoriaux régis par des statuts particuliers dérogatoires ? » au Colloque les trente ans du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales : et après ? Université de Dijon, 18 et 19 septembre 2014.
- Communication sur « Quel impact du SMIC dans la fonction publique ? ». Colloque « regards pluridisciplinaires sur le SMIC et le pouvoir d'achat des salariés en France », Force Ouvrière, Paris lundi 24 novembre 2014.
- Communication sur « La place des élus locaux dans la gestion de l'emploi public local : la masse salariale à l'épreuve du droit de la fonction publique » au colloque « Les politiques locales et la contrainte financière, Etat des lieux et perspectives » du 24 novembre 2016 à Paris sous l'égide du Groupement de Recherche sur l'Administration Locale en Europe (GRALE).
- Communication sur « La liberté d'association dans l'armée », au colloque sur la liberté et droits syndicaux des agents publics, Université d'Avignon, 10 mars 2017.
- Communication sur « Egalité professionnelle et transformation de la fonction publique » au colloque sur la loi de transformation de la fonction publique : l'avènement d'un nouveau modèle ?, Université de Montpellier, 31 janvier 2020.
- Communication sur « Les modalités de la négociation collective en droit de la fonction publique » au colloque sur la réforme du dialogue social dans la fonction publique, Université de Montpellier, 4 février 2022.
- **Communication sur « La réforme des retraites » au colloque universitaire international « les crises et le droit public : regards croisés », Université Paris Nanterre, 5 juin 2023.**

3.7 - Organisation de séminaire ou de conférences

Organisation de conférences

- **Le dialogue social dans la fonction publique (en ligne)** Vendredi 18 décembre 2020 (17h30 19h) – invité M. Philippe Soubirous
- **La réforme des retraites quelles protection sociale pour demain ?** Mardi 15 mars 2022 (18h 19h30) – invité M. Philippe Soubirous (*disponible sur la webtv de Nanterre*)
- **La retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) : un objet mal identifié,** Mercredi 1^{er} février 2023 (17h30 19h30) invité M. Philippe Soubirous (*disponible sur la webtv de Nanterre*)

Co-organisation d'un séminaire sur la recomposition des territoires avec Mme le prof. Jacqueline Domenach et Mme Anne Gazier, CRDP.

Réalisations 2016-2020

- La refonte de la carte des communautés et des métropoles : quel bilan ?, 2 décembre 2016
- La réforme du statut de Paris : quelles transformations institutionnelles ?, 14 mars 2017
- Le sort des personnels, Regards croisés sur la conduite du changement, 13 octobre 2017 (discutante)
- Les enjeux territoriaux des documents d'urbanisme, 20 novembre 2017
- La Catalogne, de l'autonomie à l'indépendance ?, 20 mars 2018
- La péréquation financière, regards croisés sur les dispositifs de solidarité, 16 janvier 2020 (discutante)

3.8 - Coordination d'une chronique du centre de recherches sur le droit public

Coordination de la chronique « Droit administratif et droit public financier » du Centre de recherches sur le droit public (CRDP) publiée à la revue *droit administratif* (2010-2016) (16 chroniques, 76 articles)

J'ai coordonné les 16 premiers numéros (2010-2016) d'une chronique intitulée « Droit administratif et droit public financier » qui paraît dans la revue *Droit administratif*. L'idée de cette chronique procède du constat de la prégnance des aspects financiers dans certaines problématiques du droit public. Il s'agit de s'intéresser aux éléments du droit qui trouvent un fondement, une explication, ou une légitimité dans la dimension financière. La chronique concerne tous les domaines du droit public en particulier le droit de la commande publique, le droit fiscal, le droit constitutionnel et le droit administratif. Construite dans une démarche d'ouverture à l'égard des doctorants, j'ai veillé à maintenir dans chaque chronique un équilibre entre doctorants et enseignants-chercheurs titulaires du centre de recherches sur le droit public (CRDP).

4 - Administration et responsabilités administratives

4.1 - Responsabilité au sein de l'UFR

Directrice adjointe chargée des relations professionnelles de l'UFR droit et science politique (DSP) de septembre 2015 à septembre 2019

- ✓ organisation d'un forum annuel des métiers du droit
- ✓ mise en œuvre du partenariat avec le TGI de Nanterre
- ✓ suivi de la validation des acquis et de l'expérience,
- ✓ organisation de l'allocation des bourses de la fondation Riché

4.2 - Responsabilité du master 2 de droit public financier

Depuis quatre ans, j'assure la direction du master 2 de droit public financier créé en 2014 par M. le Pr. Matthieu Conan. Outre la sélection des candidats (4 promotions 2017-2018 ; 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021), j'ai mis en place un suivi personnalisé des étudiants dans leur recherche de stages. J'ai constitué un annuaire des anciens de ce master 2 afin de développer les échanges avec les alumnis. Je dirige les travaux de plusieurs de ces étudiants et participe aux soutenances de leurs mémoires de recherches et de leurs rapports de stages, ainsi qu'à l'évaluation de leurs exposés discussions. Les années 2019-2020 ont conduit à de nombreux échanges avec les instances de notre UFR à l'occasion de l'élaboration de la nouvelle maquette LMD4 intervenue à la rentrée 2020.

4.3 - Participation à des commissions de spécialiste ou comités de sélection

Recrutement de maîtres de conférences

- Université de Paris Nanterre : 2006 à 2008, 2011, 2016
- Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : 2020

Recrutement de contractuels doctoraux : 2018

4.4 - Participation à des jurys de concours ou d'examen

- Membre de jury au Centre régional de formation professionnelle des avocats (CRFPA) de Nanterre (2005, 2006)
- Participation au jury de concours de l'Ecole nationale d'administration (ENA) sur l'épreuve de finances publiques (2015 et 2016)
- Assesseur du jury de deuxième année de licence en droit
- Assesseur du jury de troisième année de licence en droit